

# Le textile veut rattraper

- Intégrer les TPE non déclarés avec une fiscalité adaptée, taxer la contrebande... des priorités

- Le fisc prêt à gérer la transition en associant les acteurs concernés

- Appliquer à la lettre le PAI avec une dimension sociale et solidaire, un impératif

«L'ENSEMBLE du secteur textile s'engage à devenir le premier pourvoyeur d'emploi industriel urbain... si toutes les mesures sont là». A l'heure où d'éminents économistes proposent un nouveau modèle de développement pour le Maroc, Karim Tazi président de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (Amith)

soumet, de son côté, sa vision qui permettrait un décollage vertical du secteur. Le secteur pris entre l'étau de l'informel (un réservoir de 200.000 emplois) et les importations sauvages perd des milliers d'emplois par an sur le marché local, une hémorragie qui fragilise le secteur. Le salut ne peut venir que d'une vision plus empathique et plus adaptée à la réalité du terrain, à condition que toutes les parties concernées y mettent du leur. Pour rentrer dans les rangs, les acteurs locaux réclament aujourd'hui que le statut de l'auto-entrepreneur soit étendu aux TPME et TPE informelles. Une gageure pour les autorités compétentes et concernées. Le ministère de l'Industrie, «s'est montré très réceptif» aux doléances et demandé à l'Amith une étude complète pour peaufiner son approche. L'apport du fisc et de la douane seraient également essentiels.

Reste, aujourd'hui, les moyens à mettre en oeuvre pour intégrer l'informel dans les meilleures conditions, sachant que la «face occulte» de l'industrie emploie autant de personnes que



«Pour réussir la transition vers la transparence et booster la compétitivité du secteur, il faut aller jusqu'au bout du plan d'accélération industrielle, tout mettre en oeuvre, même ces petites lignes qu'on ne lit pas...», souligne Karim Tazi, président de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement, Amith (Ph. Karim Tazi)

dans le privé déclaré, (au total 400.000 emplois).

En effet, si les opérateurs intégraient le circuit fiscal tel que conçu aujourd'hui, leurs produits deviendraient 30 à 40% plus chers, et faute de compétitivité, la fermeture serait fatale. L'Amith propose de tout remettre à plat lors des prochaines assises de la fiscalité.

**- L'Economiste: Contrebande, informel, gap de compétitivité... l'industrie textile est minée par de nombreux freins. Quelles sont les mesures mises en place par l'Amith pour relancer le secteur?**

**- Karim Tazi:** La bataille primordiale aujourd'hui est celle que l'on doit tous mener ensemble pour un environnement des affaires plus sain. Notre objectif commun étant de sauvegarder

l'emploi, dans une conjoncture laminée par la contrebande et la concurrence déloyale. Cela a conduit à la perte de près de 120.000 postes entre la période 2008-2014.

Toutefois, le secteur peut répondre au besoin critique de création de 221.000 postes sur la période 2018-2025 et dispose d'une capacité de formation déjà prouvée. Aussi, le premier pari de l'Amith est celui de la formation des RH, de l'innovation et de l'expertise. C'est indispensable. Aussi comptons nous lancer très prochainement, grâce à l'appui financier du ministère de l'Industrie, un nouveau centre technique, le Citeve dont la mission sera de suivre l'innovation dans le secteur et fournir accompagnement et expertise pour les entreprises (développer de nouveaux savoir-faire grâce à un réseau mondial d'experts).

Il s'agira également d'effectuer

## «Le tout PAI»

**QUELLE** serait la recette de l'Amith pour devenir plus compétitif? Pas de mystère pour le président de l'Amith. «Il faut aller jusqu'au bout du plan d'accélération industrielle, tout mettre en oeuvre, même ces petites lignes qu'on ne lit pas...C'est une feuille de route complète qui doit être appliquée dans son ensemble. Les premiers résultats sont très encourageants: 37 milliards de DH à l'export, et 54.000 emplois engagés. Il faudra juste lui ajouter une dimension sociale et solidaire. Cela devrait permettre d'atteindre une masse critique d'acteurs amont/aval par filière pour booster la compétitivité et séduire davantage les investisseurs étrangers. Investisseurs qui réclament, comme l'indique le dernier Doing Business, une fiscalité compétitive et équitable». □

# les 200.000 emplois de l'informel

## La recette pour booster l'emploi

### 1 Déploiement d'emplois textile pouvant être très rapide au vu du savoir-faire existant et des capacités installées sous-exploitées

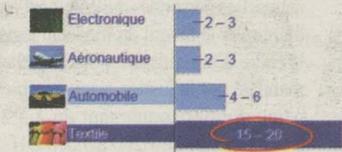
#### Capacités de production installées sous-exploitées

Taux d'utilisation des capacités textiles\*  
Juin 2015



#### Secteur nécessitant un faible niveau d'investissement pour créer de l'emploi

# Emplois créés par MDH investi



#### Déploiement de nouveaux emplois Textile pouvant être très rapide :

- Acteurs textile locaux disposants d'un véritable savoir-faire dans le secteur
- Capacité à former les nouveaux employés en quelques semaines et de les employer dès la première année
- Capacités de production excédentaires pouvant être exploitées immédiatement, sans investissement additionnel
- Disponibilité très rapide de machines textiles sur le marché international

(Source Amith, rapport de Naos Consulting)

NAOS Consulting

textile au centre des débats, la plupart des protestataires provenant majoritairement de ce secteur. Cette manifestation contre la transparence a, pourtant, eu cela de bon : permettre aux deux parties de se découvrir (autorités et opérateurs), et surtout d'identifier les raisons de la résistance à intégrer le circuit formel, alors que «sortir de la clandestinité» est le souhait de tous.

Au regard de cette volonté, l'approche doit être adaptée pour gérer la transition du tout informel vers la transparence. D'ailleurs, bien avant les manifestations des acteurs locaux, Omar Faraj, DG des Impôts et Nabil Lakhdar, DG de la Douane étaient déjà disposés à gérer cette transition en associant les acteurs concernés.

- Le secteur est également malmené à l'export par l'UE...

- Dans l'agenda de nos priorités, nous misons particulièrement sur le volet export. Nous menons des négociations avec l'Union européenne pour la réforme des règles d'origine qui permettrait sans conteste de booster notre compétitivité sur l'Europe. Nous avons engagé des lobbyistes en Europe pour défendre notre position. Ce qu'il faut savoir, c'est que nous payons 12% de droits d'entrée sur le marché européen si le tissu utilisé n'est pas d'origine de l'UE.

En revanche des pays comme le Bangladesh, le Cambodge, le Vietnam, la Turquie ou encore le Pakistan qui bénéficient de la règle de la simple transformation (la confection confère l'origine), ont réalisé leurs plus fortes croissances vers l'Europe. Aussi militons-nous auprès des instances concernées pour l'assouplissement de ces règles. □

Propos recueillis par  
Radia LAHLOU

Le textile représente un véritable gisement d'emploi. Raison pour laquelle, pouvoirs publics et Amith doivent se battre ensemble pour que les opérateurs de l'informel puissent aussi rejoindre les rangs. «Nous pourrions grâce à toutes les volontés réunies, créer encore plus de postes, former de nouvelles générations de profils RH et d'entrepreneurs, voire même de pouvoir intégrer une frange de ni-ni (ndlr: 2,7 millions de jeunes entre 15 et 29 ans aujourd'hui sans formation, et au chômage),...», indique Karim Tazi qui considère son appel comme celui d'un «militant associatif».

du testing, afin de pouvoir pénétrer de nouveaux marchés (mise en conformité avec les normes en vigueur partout dans le monde). L'objectif sera aussi d'assurer le delta de formation entre les lauréats de la formation professionnelle ou autres établissements pour assurer des spécialisations plus pointues. Former une nouvelle élite locale de RH et aussi d'entrepreneurs.

Ce projet, dont il faudra financer uniquement la montée en charge, nécessitera une enveloppe de 60 millions de DH, accordée par le MCI. Il s'autofinancera par la suite grâce à la contribution des acteurs. Le Citeve Maroc sera mis en place avec le concours des Portugais à l'origine de ce centre technique.

- Un environnement des affaires plus sain nécessite une batterie de mesures. Quels seraient, selon vous, les leviers à activer pour réduire les nuisances?

- Pour concevoir un modèle économique viable, il faut taxer, geler, bloquer la contrebande comme font tous les pays pour protéger leurs industries. Cela nécessiterait une limitation forte de l'importation de produits finis formels et informels avec des mesures de protection tarifaires et non tarifaires.

Il est également primordial de réviser les Accords de libre échange toxiques

qui plombent le secteur. Cela permettrait d'améliorer la compétitivité des producteurs locaux formels.

Concernant la distribution locale, pour intégrer les TPE non déclarées, ou unités de production informelles (UPI) telles qu'elles sont aujourd'hui identifiées, la fiscalité doit être revue secteur par secteur, en prenant en compte la notion sociale et solidaire, et en s'inspirant du statut d'auto-entrepreneur. Les acteurs de l'informel doivent absolument être associés à ces négociations. C'est ce qu'ils ont réclamé lors de nos derniers contacts. Il faut voir les choses avec plus d'acuité. Il ne s'agit là de rien d'autre que d'économie sociale et solidaire et qu'il faudrait appréhender en tant que telle. Nous devons élaborer, tous ensemble, une vision empathique et inclusive de toutes les typologies d'acteurs.

Et en définitive, le secteur textile nécessite aussi un dispositif financier adapté, car à maturation longue.

- Vous avez rencontré à plusieurs reprises les commerçants en colère à cause de l'ICE (Identifiant commun de l'entreprise) qui les pousserait «à sortir de l'ombre». Quels enseignements en avez-vous tiré?

- La dernière montée au créneau des commerçants contre l'ICE, place le